

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CEZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 28 janvier 2017

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations

et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 17 janvier 2017

Nombre de Conseillers municipaux : 33

Nombre de Conseillers municipaux présents : 28

Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 3

Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-sept, le 28 janvier 2017 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sous la Présidence de Monsieur Jean Christian **REY**, Maire.

Conseillers municipaux présents : M. Jean Christian **REY**, M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **COURBEY**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Karine **GARDY**, M. Denis **RIEU**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Raymond **MASSE**, M. Anthony **CELLIER**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAIDIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, Mme Murielle **ISNARD**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : M. Maxime **COUSTON** *procuration à JC REY*, M. Ali **Ouatizerga** *procuration à R. SALGUES*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à A-M. AYMERIC*

Conseillers municipaux absents : M. Vincent **POUTIER**, M. Stéphane **PEREZ**

Secrétaire de séance : Jean-Yves **CHAPELET**

Jean-Yves CHAPELET : (*Introduction sur l'hôpital, manque une partie de l'enregistrement de début*) un nouveau scanner vient d'arriver, nous avons une progression des actes de chirurgie, nous avons une maternité qui dépasse largement le cadre du Gard donc nous pouvons être fiers de cet hôpital mais surtout je vais redire ce que j'ai dit lors de la cérémonie des vœux, on peut être fier des fonctionnaires qui sont à l'intérieur de cet hôpital et qui en font la réputation. Je parle bien sûr du corps médical mais aussi des infirmières, des techniciens, des administratifs. Cet hôpital est heureux de vous accueillir et qui je l'espère représentera ce que l'on est ici, c'est-à-dire lorsque le Conseil municipal se réunit au sein de l'hôpital du Gard rhodanien et je dis bien du Gard rhodanien cela représente une signification, c'est-à-dire que l'une des identités fortes de ce territoire c'est d'avoir au centre en son sein un hôpital qui a une renommée extraordinaire et c'est donc aussi un des éléments porteur pour le président que vous êtes et aussi une marque territoriale importante. Sachez que l'ensemble du personnel de l'hôpital est heureux de vous accueillir, de nous accueillir ici.

Monsieur le Maire : J'espère que dans les mois qui arrivent nous en finirons avec le *Numerus clausus* car aujourd'hui, nous avons une vraie problématique par rapport aux praticiens parce qu'avec ce *numerus clausus* nous avons davantage à faire à des mercenaires qu'à des praticiens car à 1 300 € les gardes de 12 heures, il est compliqué de fidéliser et d'avoir des équipes médicales dans la durée ce qui était le cas il y a encore quelques années. Donc, vivement que le *numerus clausus* disparaisse.

Avant d'attaquer l'ordre du jour de ce Conseil municipal, nous avons eu quelques mauvaises nouvelles ces dernières semaines et à ce titre, j'invoquerai la disparition de Pierre Combe, Jacques Obernesser et Pierrette Pasquini. Nous avons demandé à celles et ceux qui les connaissaient bien de nous en dire quelques mots parce que se sont trois personnes qui à des époques différentes ont énormément compté pour la ville de Bagnols-sur-Cèze. M. Serge Rouquairol a accepté de nous dire quelques mots pour M. Pierre Combe, M. Henry Viannay pour Jacques Obernesser dont je salue la présence de sa fille et moi-même pour Pierrette Pasquini.

Serge ROUQUAIROL : Merci M. le Maire. J'ai préparé tout hier un texte que je dirai tout à l'heure pour la mémoire de notre ami Pierre, de mon ami Pierre mais il était l'ami de bien des gens. Je voudrais très simplement rendre hommage à cet homme de culture, de parole et de convictions. C'était un méridional avec une faconde et une stature impressionnante. Un homme de rigueur dans l'approche de ses dossiers, dans l'approche de ses travaux, grand spécialiste en matière d'agents de stabilité et de colorants alimentaires qui avait avec son ami Jean Ladet acheté et développé la SEFCAL, une entreprise située à Saint-Julien-de-Peyrolas, jusqu'à ensuite céder son entreprise pour vivre ensuite de l'administration de ses biens et de ses terres. Il était dans notre équipe, adjoint aux affaires économiques. C'était nouveau dans une équipe municipale de se soucier d'économie et il avait mené ses obligations et ses devoirs avec la même aisance et la même humanité qu'il menait ses affaires privées et ses affaires d'amitiés. Je suis très ému au moment où je vous parle de lui et mon hommage s'arrêtera là. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Je vous propose d'observer une minute de silence en sa mémoire.

Henri VIANNAY : Bonjour. Jacques Obernesser nous a quittés le 23 décembre 2016. Homme passionné, il a été attiré par la nature et en particulier par la mer, n'hésitant pas à 17 ans à s'engager comme matelot, le temps des vacances scolaires, sur un cargo qui l'a emmené de Marseille à la mer du Nord. Au long de sa vie d'adulte, il profitera de ses congés en famille pour sillonner sur son voilier toutes les côtes de la méditerranée, avide de découvrir ce milieu particulier et ceux qui en vivent. Il s'intéressera aussi aux mystères de la nature en fouillant avec le spéléo club Nîmois les grottes qui parsèment les gorges du Gardon. Comme de très nombreux néo-bagnolais, il rejoindra le centre nucléaire de Marcoule et viendra s'installer à Bagnols. Homme consciencieux, sérieux dans sa tâche, il aura l'estime de ses collègues et de ses chefs. C'est pour cette raison que Gérard Revol lui demandera de le rejoindre lors des élections municipales de 1995. J'ai fait sa connaissance à ce moment-là et tout de suite un sentiment d'amitié très intense nous a rapprochés. Adjoint aux travaux, il a eu la lourde tâche de mettre en œuvre la rénovation des VRD des Escanaux. Responsable du secteur hygiène et sécurité, il s'est entièrement investi dans ce travail qu'il considérait à juste titre comme essentiel. Pendant des années, nous avons travaillé de concert pour la réalisation de plusieurs sites culturels, étant moi-même adjoint à la culture. Nous avons finalisé la réfection et l'agrandissement des orgues classées que Serge Rouquairol, mon prédécesseur à la culture avait mis en œuvre. Réaménagement du centre culturel, rideau de scène, sécurisation et extension des éclairages, création du Centre d'art rhodanien dans la vieille chapelle Saint-Maur et surtout la construction de la médiathèque à l'espace Saint-Gilles. Il faut souligner, c'est important, que le budget prévu pour cette réalisation a été respecté sans aucun dépassement. Jacques Obernesser a suivi avec moi tous ces travaux avec une présence permanente et un souci de la rigueur dans les réalisations. Par ailleurs, fin cuisinier, il savait enchanter le palais de ses amis par des préparations dignes des grands chefs. Il a connu aussi une vie intellectuelle très intense. Il était passionné par la connaissance et l'approfondissement des trois religions monothéistes, chrétienne, juive et musulmane, n'hésitant pas pour mieux comprendre les textes à prendre des cours d'Arabe à la faculté d'Avignon. Membre émérite de l'académie de Lascours, il a en particulier prononcé un discours très apprécié sur le thème « Sunnites et Chiites ». Membre actif de l'église réformée de Bagnols, il suivit même une formation de prédicateur laïque. Il fut aussi très impliqué dans l'association pour l'amitié judéo-chrétienne. Homme passionné par la recherche des mystères de la nature et de l'homme, d'une extrême rigueur professionnelle et personnelle, soucieux du travail bien fait, il a été pour tous ceux qui l'ont connu un être passionnant et attachant. Sa disparition laisse un grand vide. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Je vous propose d'observer une minute de silence en sa mémoire.

Monsieur le Maire : Pierrette Pasquini qui nous a quittés il y a quelques semaines, le 15 décembre dernier précisément, a été élue avec nous en 2008, elle fut aussi

Présidente du CCAS. Le hasard du calendrier a fait que nous avons retenu le concours d'architectes de l'EHPAD qu'elle avait initié et auquel elle tenait beaucoup. Elle a impulsé énormément de choses au sein du CCAS notamment remodeler le 115, l'accueil d'urgence et faire en sorte que ces solidarités ne s'expriment pas que dans l'urgence. Je veux également évoquer la MAS, l'épicerie solidaire où elle prenait une place à part entière et forte. Son personnage était très attachant. Tout le monde se souvient que c'était une femme très engagée, un peu écolo en plus. Je dis en plus car cela nous a valu des discussions quelques fois très animées. C'est quelqu'un qui respectait profondément les gens qu'elle avait en face d'elle mais qui en même temps était très profondément engagée. La dernière fois que j'ai eu une conversation avec Pierrette, bien que luttant contre la maladie, ce qui lui était le plus pénible c'était de ne pas se sentir utile et quoiqu'il en soit c'est la marque ou le souvenir qu'elle a laissé à chacun de nous. Cette utilité où qu'elle soit aujourd'hui, il faut qu'elle soit convaincue qu'elle était profonde, réelle, ancrée dans l'avenir parce qu'elle a impulsé chez nous et chez tous ceux qui l'ont connue ou côtoyée cette humanité, cette envie de pétrissage, cette envie de faire pour les uns ou pour les autres quel que soit sa situation ou sa différence, de prendre une part pleine et entière en tant que citoyen.

Voilà le souvenir que je voulais évoquer de Pierrette. Olivier je sais que tu représentes tous les amis qui l'ont accompagnée et dieu sait s'ils étaient nombreux. J'ai moins connu Pierre Combe mais Jacques et Pierrette, je ne sais pas si c'était le cas de Pierre Combe, avaient aussi de l'humour. Je me rappelle mes premières rencontres avec Jacques, je travaillais pour la presse à l'époque, c'était en 2008, vous veniez d'être élus, Henri et Jacques, et Jacques m'a dressé un tableau des services municipaux en général et des services techniques en particulier assez strict mais avec beaucoup d'humour. Pierrette aussi avait ce côté extrêmement drôle et elle arrivait à placer certaines phrases dans des situations un peu tendues. Evidemment, je ne peux pas parler de Pierrette sans évoquer Annette.

Intervention d'une personne dans le public qui ne parle pas dans le micro

Je vous propose d'observer une minute de silence en sa mémoire.

Nous avons deux questions sur table qui n'étaient pas prévues. Il s'agit de deux subventions, une pour le Ski Club et une pour Bagnols Judo. Est-ce que vous ne voyez pas d'objection à ce que nous changions l'ordre du jour ? Aucune. Merci.

Nous passons à la première question.

Question n° : **01**

Rapporteur : **JC. REY**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 19 mars 2016.**

Serge ROUQUAIROL : je m'abstiendrai sur ce procès-verbal parce que je n'ai assisté qu'à une toute petite partie des travaux.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions – 1 (S. ROUQUAIROL)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Budget primitif et taux d'imposition 2017.**

1/Note synthétique de présentation :

Voir les documents de synthèse joints en annexe.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais commencer la présentation de ce budget comme je l'ai déjà fait en commission des finances. Je vais essayer d'être succinct, précis et surtout de laisser place au débat. Ce budget est très proche de ce que nous avons déjà présenté au niveau du DOB. Nos priorités comme a pu le rappeler Monsieur le Maire lors de ses vœux à la population, restent inchangées depuis le début de ce mandat. Elles concernent la solidarité, la sécurité et l'éducation. La particularité de ce budget c'est son fil rouge qui se déroulera tout au long de l'année 2017 qui sera la sécurité des populations. C'est-à-dire que cela se déclinera dans le domaine de l'éducation, des festivités, la gestion du personnel, l'aménagement des bâtiments. Voilà notre fil rouge 2017.

Nous avons aujourd'hui un budget que je qualifierai en deux termes : responsable et raisonnable. Responsable parce que nous avons cette année, une année électorale particulièrement compliquée et qui a tendance avec les dernières actualités à se compliquer davantage ce qui risque de créer quelques surprises. Nous avons fait le choix collectivement d'établir un budget non pas à l'euro constant mais dans le même ordre de grandeur avec le moins de possibilité de variation sur chaque pôle de recettes et de dépenses. Quand je dis qu'il est raisonnable, c'est aussi que nous avons intégré à l'intérieur le dernier volet de la participation des collectivités locales à la réduction des déficits dont nous parlons depuis les deux derniers mandats. Nous avons aussi intégré les deux augmentations du point d'indice voulues par le Président de la République et nous avons aussi intégré autant que faire se peut les nouvelles données du PLF. Quand je dis qu'il est responsable, c'est qu'à l'intérieur de ce budget, nous le verrons dans le dernier volet, nous avons voulu cette année, en dehors d'une gestion que nous voulons rigoureuse pour permettre de dégager de l'autofinancement, marquer fort notre volonté de relancer l'investissement. A travers cet investissement, ce que nous voulons c'est soutenir l'activité économique locale, l'activité des entreprises et plus généralement participer à cette relance qui est nécessaire et dont nous avons les premières prémices au niveau national.

Si nous regardons un peu plus en détail ce budget, nous constatons qu'en fonctionnement nous avons un pôle de dépenses qui est quasiment au niveau de

celui de 2016 avec une variation de 0,60%. Je rappelle que lorsque le pôle des dépenses est constant c'est que nous sommes en période d'économies. Lorsque vous faites un budget de dépenses à 0% c'est que vous dépensez moins compte tenu de l'inflation, des indices de variation du coût de la vie, vous êtes en période d'économies. Si nous comparons entre 2015-2016, nous nous apercevons que nous sommes mêmes en diminution de dépenses.

Sur les recettes, bien sûr, elles sont équilibrées et le total des recettes de l'exercice s'établit à 24 861 750 € ce qui nous permet de dégager un autofinancement supérieur à celui de l'année dernière de 2 200 000 € et qui est de 2 300 000 € cette année. Sur la même ligne, nous avons commencé à préparer le Compte administratif qui sera voté au prochain Conseil municipal et je pense qu'au niveau de l'autofinancement le chiffre de 2 300 000 € devrait évoluer favorablement.

Nous retiendrons aujourd'hui, une dépense constante, un autofinancement qui grandit et des recettes au niveau des dépenses.

Si je reviens plus en détail sur **les dépenses de fonctionnement** :

- Les charges de personnel, nous avons une variation de 0,88%. Je rappelle que sur ce poste, nous avons deux volets, le volet des 0,60% d'augmentation du point d'indice en deux fois, une fois en février et une fois en juillet que nous avons intégré ainsi que la volonté du 1^{er} Ministre de transformer des primes indiciaires en point d'indice, soit une augmentation de 1,27% des charges de personnel.

- L'atténuation des produits restent constants.

- Les autres charges de gestion nous avons une variation de 1,19% ce qui est correct.

- Les charges financières c'est ce que nous avons en intérêts d'emprunt. Nous commençons à désendetter la commune et donc nous avons cette année 100 000 € de moins par rapport à l'année dernière. C'est la volonté de ce budget. Je rappelle que l'année dernière nous n'avons pas eu recours à l'emprunt ce qui se traduit ici et qu'il y a deux ans nous avons limité l'emprunt à 500 000 € et donc la volonté communale comme a pu le dire Monsieur le Maire lors de ses vœux est d'accélérer le désendettement.

- Les charges exceptionnelles sont à 0%.

Soit un sous-total des dépenses réelles qui s'établit à 22 061 750 €.

- Les dépenses imprévues s'élèvent à 75 000 €, j'espère que cette année nous n'aurons pas à les utiliser.

- Les opérations d'ordre entre sections, nous attendrons le Compte administratif pour les reporter.

- Les amortissements qui s'établissent à 450 000 €.

En terme **de recettes de fonctionnement**, nous avons :

- Les produits des services qui s'élèvent à 1%, c'est raisonnable.

- L'atténuation de charges est aussi dans le raisonnable.

- Les impôts et taxes sont à + 1,61%.

- Les dotations, subventions et participations sont à + 1,50%

- Les autres produits de gestion, - 16,55%, ce sont tous les loyers qui y sont associés dont le départ aux Escanaux du Crédit Agricole, la vente d'immobiliers qui étaient en mauvais état et pour lesquels nous savions que nous avons besoin d'investir fortement, la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien qui s'est repliée dans le bâtiment de SGN ce qui veut dire qu'à partir du 31 mars il n'y aura plus de locaux où elle sera locataire de la commune.

- Les produits exceptionnels qui restent constants.

Tout ceci nous permet de dégager un total de recettes de 24 886 750 € et un résultat de fonctionnement à 2 300 000 €, soit une progression de 4,55%.

Dans la **section d'investissement, en terme de recettes**, celles-ci sont assurées par :

- Le FCTVA qui est en diminution de – 36,00% en raison de deux effets. Le 1^{er} effet c'est le calcul de l'État qui a changé et qui est devenu beaucoup plus restrictif qu'il ne l'était et le 2^{ème} effet vient de ce que nous avons moins investi depuis 2 ans.

- Les subventions et participations d'équipement qui représentent un montant de 2 007 000 € sont en partie dues à l'aide à l'investissement de la part de l'Etat notamment pour le programme Ad'ap. Sur plusieurs années nous avons touché une subvention importante de l'État de l'ordre de 398 000 € pour un montant total de travaux de 1 000 000 €. Cette année, il est encore prévu le même programme de soutien à l'investissement dans le PLF et donc nous espérons avoir le même retour.

- L'emprunt comme vous pouvez le voir est aujourd'hui de 800 000 €. Vu que nous avons un autofinancement de 2 300 000 € ce sont les banques qui nous ont contactés. On inverse les rôles.

- Les produits de cessions sont représentés par la vente signée et actée du stade de l'Ancyse, soit 830 000 €.

- Les amortissements pour un montant de 450 000 €.

Soit un total des recettes de 4 247 000 € auquel nous ajoutons les 2 300 000 € ce qui nous permet d'établir aujourd'hui un total des dépenses d'investissement de 6 547 000 €, ce qui nous laisse aujourd'hui en dépenses d'équipement 3 812 000 €, soit une progression de 87%.

Ce qui marque aujourd'hui notre volonté de relance de l'investissement pour le territoire communal.

Sur les tableaux suivants je ne vous commenterez que les variations les plus importantes.

Concernant *le détail des charges à caractère général*, à savoir :

- Les frais d'études qui passent de 35 500 € à 30 000 €, soit – 15,49%. Cette variation est due aux études faites en partie en début de mandat qui sont payées et à contrario nous arrivons au temps de la réalisation.

Concernant *les autres charges de gestion* :

- L'enveloppe aux subventions a évolué sachant que la Communauté d'agglomération ayant développé son Projet de Territoire, certaines compétences comme la culture et le sport retournent vers la Mairie. Donc, nous récupérons des compétences mais aussi les recettes à travers les subventions qui y sont associées.

- Les subventions aux établissements para-municipaux n'évoluent pas.

- Les contingents et contributions obligatoires augmentent de 1,54%.

- La principale évolution est due à l'augmentation des effectifs à l'école Sainte-Marie. Nous passons de 250 000 € à 270 000 €.

- Les autres charges de gestion restent constantes avec une indemnité aux élus qui n'est pas vraiment une augmentation, c'est simplement que nous participons tous à

la formation. Ce ne sont pas nos indemnités qui ont augmenté, c'est notre contribution.

Concernant *le poste Impôts et Taxes* :

- Les impositions directes restent sur le même taux d'imposition. C'est ce que j'avais dit au DOB, nous ne faisons pas varier les trois taux d'imposition. Nous avons une augmentation de base que nous projetons et les premiers éléments que nous commençons à avoir en notre possession nous donnent raison à 1,71% pour la TH, à 1,00% pour le TFB et à 1,20% pour la TFNB. Donc, là, nous avons une augmentation juste par l'augmentation des bases de recettes qui devrait s'établir à 8 907 590 €.

- Les autres impôts et taxes avec une augmentation de 3,34% de l'attribution de compensation à la Communauté d'agglomération qui correspond à ce que je vous ai dit tout à l'heure, à la reprise de certaines compétences. Le reste s'établit de la même manière sauf que tout récemment nous nous sommes aperçus que nous risquions d'avoir de bonnes surprises sur les droits de mutation. Les droits de mutation c'est ce que la commune encaisse lorsqu'elle procède à des ventes immobilières. C'est un bon indicateur car cela veut dire que l'immobilier redémarre.

Concernant *le poste Dotations et subventions* :

- La DGF continue de diminuer et devrait être selon notre projection de - 8,42%. Par contre, la loi de finances nous permet d'espérer que notre DSU augmente de 10%. Je rappelle que nous sommes une ville centre avec un budget et une population qui lui sont propres ce qui nous permet que l'État prenne en compte notre particularité sociologique. Depuis que la DGF diminue, notre DSU nous a largement permis de rattraper la baisse de notre DGF.

- Le Fonds National de Péréquation de TP a une augmentation qui va de même.

- Les trois compensations qui suivent comme je vous l'ai expliqué lors du DOB, le mécanisme est de moins compenser et de relever la partie de compensation de péréquation. Pour nous, le calcul a l'air d'être figé et personne n'est en mesure au niveau de l'État de nous faire une simulation. Donc, nous avons pris ces chiffres qui nous paraissent raisonnables. J'espère qu'avant la fin de l'année l'État sera en mesure de nous communiquer les réelles données.

- Subventions emplois adultes-relais nous avons une augmentation de 100%. L'année dernière nous n'avons été subventionnés que sur 6 mois, cette année elle portera sur une année complète.

Si je fais le total de ces dotations et subventions nous avons une augmentation de 1,50%.

Je pense que dans une année électorale telle que nous la vivons que de se projeter sur ce chiffre d'augmentation de 1,50% lorsqu'on passe de 7 212 713 € à 7 266 870 €, c'est un budget raisonnable.

Concernant *les investissements* : nous avons décidé comme je l'ai dit tout à l'heure de relancer l'investissement ce qui sera le cas jusqu'à la fin du mandat. Nous sommes dans l'élaboration d'un Plan Pluriannuel d'Investissement ce qui veut dire que nous allons planifier nos dépenses d'investissement jusqu'à la fin du mandat en mettant d'une part les dépenses nécessaires pour porter nos projets et d'autre part que ces projets soient conformes aux recettes.

- Les travaux divers tous secteurs qui s'élèvent à 800 000 €. Ce chiffre représente tout ce qui n'est pas arbitrable en investissement. Cet investissement nous aurons à le voter en Conseil municipal de façon plus détaillée. Je disais tout à l'heure qu'il y avait une variation par rapport au DOB soit l'équivalent de 600 000 €. Aujourd'hui avec la vente de l'Ancyse, avec notre autofinancement, nous avons réussi à dégager 200 000 € de plus sur ce pôle là et les subventions qui y sont associées.

- Matériel, mobilier, véhicules et divers et le matériel informatique nous avons mis une somme globale de 100 000 € de telle manière qu'entre aujourd'hui et le moment où nous voterons le PIP nous puissions avoir des lignes budgétaires ouvertes pour pouvoir procéder au quotidien.

- La voirie et réseaux, nous avons une somme globale de 370 000 € avec le contrat d'éclairage public CITEOS pour 255 000 € qui lui est inéluctable, les travaux ERDF 25 000 €, les travaux de voirie 65 000 € et l'entretien des espaces verts 25 000 €.

- L'urbanisme, nous avons une somme globale de 288 000 € qui comporte des études diverses et de PLU pour 40 000 €, le PNRU 23 000 €, dossier sur lequel il faut avancer car les enjeux financiers qui sont derrière sont considérables et nous ne pouvons pas nous permettre d'être en retard, les acquisitions de terrains 10 000 € pour les élargissements de voies, la Résorption de l'Habitat Indigne 200 000 € pour la viabilisation du terrain de Bazine mais avec une recette de même montant, le crématorium 15 000 € nous avons une AMO qui est en cours, les amendes de police nous devrions avoir une recette aux alentours de 135 000 € et les participations d'urbanisme à 170 000 € pour lesquelles je ne veux pas faire de l'autosatisfaction mais sachez que les participations d'urbanisme sont liées au nombre de dépôt de permis de construire et que ce chiffre est en évolution. Lorsque vous avez à signer les permis de construire au quotidien comme c'est ma délégation et que vous vous apercevez que je me remets à en signer plus et sur des terrains plus importants. Ce qui confirme ce que je disais tout à l'heure sur les droits de mutation.

- Les bâtiments communaux pour une somme de 666 000 € qui sont directement liés à des travaux d'accessibilité que nous allons engager cette année pour un montant de 600 000 € avec une recette de 240 000 € qui vient de l'enveloppe dont je vous ai parlé tout à l'heure de 300 000 €.

- L'îlot Saint-Gilles avec la SSI pour un montant de 66 000 € car depuis plusieurs années nous uniformisons les détections incendie et nous serons subventionnés par l'État à hauteur de 22 000 €.

- Culture et patrimoine pour un montant global de 1 538 000 € avec des acquisitions d'ouvrages à la médiathèque de 38 000 €, l'église pour laquelle nous allons investir pour 1 500 000 € de travaux de réhabilitation avec 925 000 € de subventions.

- Education, sport et jeunesse pour un montant global de 50 000 € qui sont liés à des travaux de sécurisation dans les halles de sport avec en face une recette de la Préfecture de 25 000 €.

Donc, il nous reste aujourd'hui 800 000 € à arbitrer en tant que travaux avec 190 000 € de fonds de concours, soit un total à arbitrer d'un montant aux alentours de 1 000 000 € que nous serons amenés à voter dans le détail une fois que le PPI aura été présenté et validé.

Concernant *les autres budgets* :

- Caisse des écoles : la baisse des recettes vient de la ligne blanche *Excédent précédent* qui une fois que nous aurons fait le Compte Administratif, la ligne devrait

s'agrémenter d'une somme entre 15 000 et 20 000 €. Nous sommes donc sur un budget à peu près à l'euro constant.

- Budget eau : même chose, vous voyez que *l'Excédent précédent* n'est pas reporté. Je rappelle que cette année en terme de budget eau et assainissement, nous avons déjà provisionné des travaux pour la route d'Orsan que nous avons déjà votés l'année dernière et qui serviront cette année pour alimenter les travaux sur la route d'Orsan.

- Budget assainissement : le niveau de dépenses sera le même et les travaux neufs qui seront à l'intérieur, aussi bien en eau qu'en assainissement, seront principalement dirigés sur les opérations de voirie que nous mettrons dans le PPI.

En résumé, le budget principal va s'établir avec une section d'investissement à 6 647 000 € et une section de fonctionnement de 24 886 750 €, avec des taux d'impositions qui restent inchangés à savoir, la TH à 14,95 %, la TF à 24,85 %, la TFNB à 67,50 %, le budget assainissement va s'établir à 1 408 280 €, le budget eau à 746 560 €, le budget zones d'activités à 60 000 € et la Caisse des écoles à 106 540 €.

Avant de clore, je voudrais remercier les services, Mme la Directrice Générale des Services et mes collègues pour le temps que vous avez consacré à l'élaboration de ce budget et d'avoir toujours eu en tête l'intérêt de la commune et d'avoir compris que pour désendetter rapidement la commune chacun devait faire un petit effort.

Serge ROUQUAIROL : En préambule à mon intervention, je vous remercie de bien vouloir présenter le vote de cette question budget par budget comme à l'accoutumée car s'il ne semble pas que nous votions le budget principal ni les taux d'impositions, il va de soi que nous voterons en revanche les budgets annexes à une précision près que vous nous avez bien indiqué M. Chapelet que les PRO selon l'ancienne détermination pour chacun de ces budgets n'étaient pas encore établis.

Ensuite pour aller dans le sens du débat que nous avons eu lors du DOB, je souhaite adresser mes remerciements à M. Chapelet pour la clarté de son exposé même si nous ne partageons pas tous les points de vue qu'il a pu exprimer ainsi qu'en j'ai pu dodeliner un peu de la tête au moment où il évoquait l'augmentation des droits de mutation, il arrive aussi en matière d'immobilier selon les contextes économiques que l'on passe plutôt de l'achat à la location ou de la location à l'achat sans que cela soit véritablement indicatif d'une reprise économique ou d'un enrichissement de la population socio-économique concernée.

J'adresse également tous mes remerciements et toutes mes félicitations au personnel et aux services spécialisés de notre commune pour la qualité et la rigueur du travail qu'ils ont fournis et qui est incontestable.

Je me limiterai ensuite à quelques remarques.

La première concernant la part des dépenses de fonctionnement revenant aux charges de personnel puisque dans un contexte de baisse quasi générale de l'ensemble des charges, c'est pratiquement le seul poste, et ce en dépit des transferts vers la Communauté d'agglomération, et de l'allègement qu'ils constituent de fait année après année, qui continue d'augmenter de façon d'autant plus significative que tous les autres comme je l'ai dit baissent. Nous y voyons le signe d'une maîtrise très discutable de ce poste fondamental puisqu'il représente largement plus de moitié de ses dépenses avec plus de 56% si mes souvenirs sont

bons. J'entends, comme nous l'a signalé M. Chapelet, que dans cette augmentation il faut prendre en compte l'intégration indiciaire et que peut-être cette intégration indiciaire modifiant le calcul sur l'ensemble des communes, les ratios vont être amenés à bouger un peu. Néanmoins, je pointe cette remarque.

La seconde concernant la confirmation et l'accentuation de l'inversion des deux ressources principales du poste *Dotations, subventions et participations* dans les recettes de fonctionnement. Les chiffres que vous fournissez le montrent clairement après le CA de 2015 qui était à l'image des situations antérieures et où la DGF était plus élevée que la DSU, les deux courbes se croisent au BP 2016 ce que confirme l'addition BP plus Décision modificative 2016 et l'écart s'accroît pour ce BP 2017. Certes, il s'agit là de la volonté expresse de l'État d'agir à la baisse sur l'ensemble de l'enveloppe DGF et j'ai déjà dit dans cette assemblée tout le bien que je pensais d'une politique de l'État allant dans le sens de la modestie des dépenses des collectivités territoriales au regard des aberrations budgétaires et des dépenses pharaoniques qu'il nous est parfois donné de constater et de déplorer ici ou là et l'augmentation de la DSU doit être lue dans ce cas comme une compensation bénéfique pour notre ville et c'est ce que vous avez indiqué M. Chapelet. Mais, il n'en reste pas moins vrai que cette augmentation de la DSU continue d'être le signe incontestable d'une pauvreté structurelle sur le plan de nos ressources fiscales donc de la réalité socio-économique de notre population et cette question appelle d'autres réactions que la seule satisfaction de la compensation budgétaire qu'elle occasionne. Je suis au regret de dire que l'on ne voit dans votre budget nulle trace de début de réponse à cette question.

La troisième concerne le détail du poste *Charges à caractère général* dans les dépenses de fonctionnement. Si je souscris volontiers à une absence totale d'augmentation voire pourquoi pas à une baisse des sommes consacrées à l'achat de fournitures diverses car on peut inciter l'ensemble des intervenants dans notre collectivité à une sans cesse meilleure gestion de nos stocks, je suis beaucoup plus sceptique lorsque le même pourcentage de 0% d'augmentation est affectée à des postes tels que les indemnités et honoraires des intervenants extérieurs ou l'entretien des véhicules et matériels, des bâtiments, des terrains, des voies et réseaux. En ce sens où si ces postes peuvent être en parti soumis aux mêmes exigences de gestion que ceux concernant nos stocks en diverses matières, ils dépendent aussi dans des proportions non négligeables de ratios qui nous sont totalement étrangers et d'impondérables pouvant s'avérer coûteux. Vous me répondez que le poste des dépenses imprévues est là pour couvrir justement ces impondérables et qu'il a été augmenté de 7,14% mais cette liste de postes à 0% d'augmentation est cependant tellement importante que la remarque s'imposait car on peut légitimement se demander ce qu'il en adviendrait des interventions extérieures ou de l'entretien lorsque la somme budgétée serait atteinte.

La dernière de mes remarques portera sur les dépenses d'investissement et sur la somme de 3 812 000 € de dépenses d'équipement. Si l'on met de côté en raison de son caractère exceptionnel l'opération concernant l'église Saint-Jean-Baptiste, et l'aspect quasi providentiel qu'elle représente pour le volume des investissements, il n'est pas le moins du monde question pour moi d'en critiquer le choix, d'en critiquer la pertinence pour notre patrimoine ou la portée pour notre population et sa paroisse. Si l'on compte donc ce qu'il reste à consacrer aux bâtiments communaux et à l'ensemble des secteurs nécessitant des travaux d'équipement, on parvient à un

total de 1 466 000 € dont 600 000 € en travaux d'accessibilité. Alors, certes je ne doute pas que vous fassiez le choix d'aller à l'essentiel mais cette pose significative dans l'investissement en matière de création semble obérer ce que nous devrions par ailleurs chercher systématiquement au contraire à obtenir, à développer, c'est-à-dire une attractivité plus grande encore de notre ville grâce à des projets structurants et dynamisants. Nous, nous permettons d'insister sur ce qui nous semble-t-il fait défaut à ce budget malgré les déclarations ou même parfois les slogans, une ambition pour le progrès et l'avenir de notre cité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Vous avez mal lu le slogan, nous n'avons pas une ambition mais des ambitions. Elles ne sont pas uniques et personnelles mais collectives et se conjuguent au pluriel. Sur l'église, au-delà du culte c'est surtout l'attractivité du territoire, c'est le tourisme, c'est le patrimoine, c'est mettre en valeur des joyaux de la commune. Cette attractivité que vous recherchez puisque vous semblez ne pas la trouver même si j'ai l'impression que ce n'est pas tant que vous ne la voyez pas mais que vous ne vouliez pas la voir. Sur les 1,27% d'augmentation de charges de personnel, je pensais que vous alliez me dire « Ce n'est pas possible, 1,27% c'est trop bas ». Je ne pensais pas que vous alliez me dire que c'était trop haut. Allez voir dans les autres collectivités, un GVT classique c'est 2% d'augmentation. On se trouve en dessous du GVT ce qui veut dire que chaque départ n'est pas remplacé. D'autant qu'il y a les 0,6 point de revalorisation qui vont encore grever ces 2% et malgré cela nous arrivons à 1,27%. Non seulement, je suis surpris que vous trouviez ce pourcentage haut mais je vous le dis, c'est exceptionnel de se retrouver avec 1,27% d'augmentation sur ce poste. Sur l'inversion DSU/DGF, c'est peut-être difficile à dire à trois mois des élections présidentielles, mais c'est la réforme fiscale de ce gouvernement, c'est ce qu'a voulu François Hollande, c'est de la solidarité fiscale entre les collectivités où les collectivités riches payent pour les collectivités pauvres. Nous connaissons tous les difficultés de Bagnols mais il ne suffit pas de taper des pieds, nous travaillons pour mettre en place des moyens pour tirer la collectivité vers le haut, modifier sa structure. Mais qui peut penser raisonnablement que modifier une structure peut se faire en quelques mois ? Tout s'engage sur le long terme. La 1^{ère} révision du PLU que nous avons faite à notre arrivée, date de 2008, elle a été votée en 2013 et elle nous permet aujourd'hui de réaliser l'opération de l'Ancyse, les travaux sur la route d'Orsan, le projet de la gare. Pendant tout le temps de diète des abondements de l'État, un nous avons poursuivi les études et deux nous avons favorisé les partenariats privés/publics pour que les projets continuent à avancer. Les deux outils que nous avons pour transformer une collectivité sur la durée est d'un côté les investissements nécessaires et de l'autre côté le désendettement de la commune pour avoir une marge de manœuvre. Quand j'entends cela de votre bouche alors que vous êtes passés de 1 000 €/habitant à 1 700 €/habitant d'endettement en six ans alors que nous aujourd'hui nous désendettions réellement. J'ai l'impression que vous êtes plus dans le « faites ce que je dis mais pas ce que je fais ». Voilà.

Jean-Yves CHAPELET : Sur les charges à caractère général, c'est la même démarche que pour les charges de personnel, nous recherchons en permanence des économies, sur les véhicules, sur l'utilisation de l'eau, du gaz, de l'électricité. Tout dépend de notre façon de gérer, ce n'est pas parce que le budget est voté

maintenant que les dépenses vont se faire demain. La gestion c'est de dire notre objectif est là, il ne s'agit pas de tout dépenser en début d'année et de ne plus avoir de réserve. Il s'agit de dépenser graduellement et qu'à la fin notre objectif que ce soit sur les fournitures, sur les stocks, sur les matières premières, sur le carburant, etc. soit atteint. C'est une planification que nous avons mise en place depuis deux ans qui est très contraignante je le reconnais pour mes collègues.

Monsieur le Maire : j'ai un autre point sur les RH avec les allers-retours avec l'agglomération. Nous en reparlerons notamment quand nous voterons le budget de l'agglomération avec l'arrivée des agents du SITDOM de Saint-Laurent-des-Arbres, de la crèche qui augmente la masse salariale mais aussi le retour en mairie de la compétence culture qui même si cela fait monter la masse salariale, cela s'accompagne aussi de recettes.

Christian ROUX : Je voudrais revenir sur l'attractivité. Je crois qu'il faut aussi faire attention à l'augmentation des taxes locales si l'on veut être attractif. Il faut aussi que les propriétaires s'y retrouvent car au vu de l'augmentation courant 2016 cela n'incite pas les foyers fiscaux à venir s'installer dans notre ville. Par ailleurs, vous parliez d'un enjeu très fort que sont les économies et bien la question que je vous pose par rapport aux charges à caractère général et plus précisément sur les contrats de prestations de services, est-ce qu'à un moment donné vous avez réfléchi à une internalisation de certains contrats au regard des employés municipaux qui ont des compétences ?

Monsieur le Maire : Sur les taux, je pense que vous les voterez puisqu'il n'y a pas d'augmentation proposée. Sur les contrats de prestations de services cela dépend des types de contrat et des types de rendement. Prenons l'exemple des contrats avec les ESAT. C'est une volonté de faire travailler le monde du handicap dans le monde du travail classique. Nous avons une équipe en interne qui comprend 4 personnes en situation de handicap et qui sont gérées par un agent mais nous n'avons pas la structure qui nous permet d'avoir le suivi, l'adaptation par rapport à des personnels qui peuvent avoir des difficultés d'adaptation. Dans ce cas-là, nous sommes bien obligés de passer par une structure spécialisée. C'est aussi le cas pour un certain nombre de travaux sur le nettoyage et les espaces verts. Ensuite, vous avez des métiers dont on ne sait pas gérer les conséquences. C'est-à-dire typiquement sur de la propreté, du nettoyage qui fait appel à des machines, il est préférable de faire intervenir une société que d'acheter une machine, ce n'est pas le même prix. Derrière, notre personnel qui n'est pas formé pour ce type d'intervention, on a une entreprise qui nous doit le travail, malade ou pas malade, absent ou pas absent, le travail est réalisé. Par contre, vous avez d'autres travaux et j'en profite pour féliciter les Services Techniques qui ont veillé toute la nuit pour surveiller la température, le gel et qui jeudi matin ont sablé les rues les plus glissantes. Il n'est pas question de privatiser ces compétences. Donc, tout dépend à la fois de notre capacité à intégrer la notion de handicap dans notre travail de tous les jours et nous tenons beaucoup à l'intégrer et certaines délégations que l'on peut assumer et celles que l'on ne peut pas assumer. Prenons l'exemple de la brocante du dimanche matin. Aujourd'hui, c'est une délégation de service public à une

association qui s'en occupe parce que la ville ne peut pas assurer en termes de moyens humains cette manifestation.

Claude ROUX : Mon intervention portera plus sur le poste à caractère général. Je ne voterai pas ce budget uniquement par rapport à ça. M. Chapelet, vous passez à la pompe comme tout le monde, le prix du carburant qui ne bouge pas sur 2017, au 1^{er} janvier nous avons pris 4 centimes de TICPE. Les locations mobilières qui augmentent de façon significative, + 6.49 %, ce sont des matériels, des véhicules ? Sur les frais d'études, nous avons eu la réponse. J'ai eu des réponses aux questions que je me posais sur la culture. Je suis surpris sur le CLSPD pour lequel vous nous avez annoncé depuis longtemps que la sécurité devenait une priorité et je vois 0%. Sur l'école Sainte-Marie j'ai eu la réponse que j'attendais et j'ai eu également la réponse sur les indemnités des élus. Je ne voterai pas ce BP 2017 mais je voterai les autres.

Monsieur le Maire : Sur les indemnités des élus, je vous rappelle que lorsqu'elles ont baissé vous n'avez rien dit. En l'occurrence, Jean-Yves vous l'a expliqué, c'est le volet formation qui augmente. Sur le carburant, c'est vrai il augmente mais si vous vous rappelez, nous avons expliqué que nous avons revu le système d'attribution des véhicules. C'est-à-dire qu'ils ne sont plus attribués à une personne mais à un service. Ce n'est pas le prix qui est pris en compte mais le volume de kilomètres. Si vous voulez, nous pouvons vous communiquer les graphiques sur les volumes de consommation en carburant et aujourd'hui vous verrez que nous avons largement inversé la courbe. Bien sûr, c'est un travail de tous les instants mais grâce à l'excellent travail du magasin général, des Services Techniques, du professionnalisme de nos agents qui nous permettent d'avoir une gestion anticipée sur l'entretien des véhicules, nous a permis de changer de stratégie et d'avoir des conséquences réelles en termes d'économies de consommation. Le CLSPD, bien sûr que la sécurité est une priorité. Le CLSPD, c'est quoi ? C'est un réseau de coordination entre l'éducation nationale, la police, la prévention spécialisée, les hébergements d'urgence, etc. et c'est une agent, extrêmement performante qui s'en occupe. Dans ce réseau, on traite les situations telles qu'elles arrivent mais le CLSPD, tout seul, n'a pas d'actions propres. Aujourd'hui, nous avons deux médiateurs qui sont à la charge des ressources humaines, qui sont encadrés par le CLSPD mais qui ne rentrent pas dans le budget du CLSPD.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais compléter sur deux choses. Concernant les véhicules, sur l'année qui vient de se dérouler, nous avons mis à la réforme 8 véhicules. Cette mesure était préconisée par la Chambre Régionale des Comptes. Ensuite, mois par mois, nous suivons la consommation et étudions la variation des courbes et les objectifs à atteindre et selon les résultats obtenus, soit nous mettons des véhicules en réforme, soit nous décidons de rouler moins, nous étudions également avec GrDF de passer une partie de notre flotte au gaz naturel. Ce que je suis en train de dire c'est que le chiffre que nous mettons dans le budget est un chiffre objectif et nous nous donnons les moyens dans la gestion quotidienne d'y parvenir. Ensuite, vous vous posiez la question sur les 6,49% de locations mobilières. Il s'agit de la reprographie. Le photocopieur actuel arrivant en fin de vie, nous nous sommes posés la question de l'utilité de ce service reprographie et

éventuellement de sa mise en sous-traitance. Après réflexion avec Anthony Cellier, nous avons dans ce service, deux agents qui sont hyper compétents, qui sont réactifs, qui ont le sens du service public et donc avec Anthony Cellier nous avons pris la décision de maintenir ce service en achetant un nouveau photocopieur mais beaucoup plus performant qui nous permet par exemple de sortir les flyers que vous connaissez sur le programme des festivités.

Bien sûr, c'est une dépense en investissement, c'est de la location car ce type de matériel s'use très rapidement et évolue aussi très rapidement, c'est ce qui justifie cette augmentation mais par contre on diminue en travaux extérieurs.

Claudine PRAT : J'aurais deux questions sur lesquelles je demande des éclaircissements. La 1^{ère} concerne la subvention à l'école Sainte-Marie. Est-ce que dans cette subvention on distingue les élèves qui sont de Bagnols de ceux qui ne le sont pas ? La 2^{ème} concerne le contrat CITEOS car concrètement que comporte-t-il comme investissement ?

Monsieur le Maire : La subvention à l'école Sainte-Marie ne tient pas compte uniquement de l'augmentation des enfants. On prend le coût à Bagnols de l'école publique et on le divise par le nombre d'enfants. On fait deux divisions une pour l'école primaire et une pour l'école maternelle, ce qui nous donne le coût moyen par enfant. La loi dit que lorsqu'il y a une école privée sous contrat, elle nous donne ses effectifs et on lui attribue cette somme. Comme, une de nos priorités porte sur l'éducation, nous mettons beaucoup d'argent dans l'éducation donc le prix moyen par enfant augmente. Après, ils ont comme nous des effectifs fluctuants d'une année sur l'autre. On sait qu'on a à peu près 1 500 enfants dans le public et 500 enfants dans le privé, si vous faites le ratio, pour la maternelle c'est à peu près 2 000 €/enfant pour le primaire c'est 700 €/enfant avec une fluctuation de 50 enfants, vous voyez ce que cela représente.

A votre question de distinction entre les enfants Bagnolais et ceux de l'extérieur, je répondrai oui et non. Légalement elle n'existe pas. La commune paye pour les Bagnolais mais l'école cherche à se faire payer par les communes le complément.

Jean-Yves CHAPELET : Le contrat CITEOS comprend l'entretien des feux tricolores et l'éclairage. A l'intérieur, il se découpe en trois types, G1, G2, G3 et c'est ce dernier qui nous lie à CITEOS et qui s'occupe de l'éclairage. Vous avez peut-être remarqué en ville, que le sous-traitant est en train de passer toutes les lampes en Led mais qu'il a aussi à l'intérieur du contrat une obligation d'atteinte d'économies. Il ne peut pas faire que changer les lampes. C'est un contrat d'investissement car il doit aussi assurer l'entretien du matériel et sa mise aux normes, le renouvellement du matériel. C'est ce que comprend la partie G3. D'ailleurs, dans l'année qui arrive, il va falloir préparer la négociation du marché.

Jean-Pierre NAVARRO : Après cette intéressante « Paella » c'est à moi que reviens le triste rôle de porter l'estocade. Comme vous l'avez annoncé en préambule, M. le maire-adjoint, le débat concernant le budget a largement été mené en séance du 10 décembre 2016 au moment des orientations budgétaires. J'ai pu constater par comparaison que vos options sont restées inchangées. Le contraire m'eût étonné. Quoi de plus naturel. Donc, je considère qu'il est inutile de revenir

dessus. En ce qui me concerne, étant aujourd'hui détaché de toute idéologie contraignante, je peux librement constater votre acharnement à vouloir résoudre la quadrature du cercle dans une ambiance nationale et locale dramatique et face à un avenir qui n'augure rien de bon. J'ai regardé de près les informations générales qui renseignent précisément sur votre travail, abstraction faite de la dette que vous avez reçue en héritage, nous n'avons pas à rougir de notre position vis-à-vis de la strate d'autant qu'en plus de la DGF nous bénéficions d'une aide située à 60% en dessous de la moyenne. Vous m'expliquerez peut-être pourquoi ? Pour suivre le résultat de vos actions dans le temps, j'ai établi une comparaison entre le budget de 2013 et celui de 2017. Mise à part une augmentation de 17,44% des taxes et une baisse de 19,78% des dépenses d'équipement, les résultats sont en mon sens encourageants. Reste le lourd problème de l'endettement qui se situe aujourd'hui à 43,12% en dessus de la strate. Mais, ne perdons pas courage, vos efforts ont porté leurs fruits. Je vous donne acte du fait que l'encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement a diminué de 15,9% en quatre ans. Dans le même temps, l'encours de la dette sur la population a diminué de 8,54%. Ce que je déclare est confirmé par les statistiques du Ministère de l'économie et des finances. Ayant été cette fois, admis à la Commission des finances, j'ai pu suivre de très près vos travaux, mieux les comprendre et les apprécier. Je vous engage donc à poursuivre vos efforts soucieux de l'intérêt de notre chère ville et de tous ses habitants. Etant donné ma position dans cette assemblée, je n'irai pas plus loin que l'abstention. Je ne vais pas vous faire l'insulte de voter pour vous.

Je vous donne rendez-vous si Dieu me prête vie à la présentation du Compte administratif et là nous discuterons peut-être un peu plus.

Monsieur le Maire : Je note que vous constatez que nos résultats sont encourageants. La comparaison entre 2013 et 2017 peut être intéressante dans le sens où c'est la vraie quadrature du cercle de réaliser des investissements qui n'avaient pas été faits depuis des années et qui étaient absolument nécessaires et en même temps de désendetter. On s'est moqué de nous en 2014 quand dans le bilan, nous avons indiqué que nous avons réussi à désendetter en passant de 1 700 €/habitant à 1 694 €/habitant. Certes, cela ne faisait que 6 € de baisse. Donc, rendez-vous au CA où on verra effectivement que le désendettement se poursuit et comme aujourd'hui nous avons rattrapé les travaux nécessaires et qu'il y a eu une pose dans les investissements, on verra le résultat au CA sur le désendettement.

Y-at-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote budget par budget.

Budget principal : adopté à la majorité – 7 oppositions (S. ROUQUAIROL, C. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ, Cl. ROUX, A.M AYMERIC, M. AYMERIC procuration à AM AYMERIC) – **1 abstention** (JP NAVARRO)

Taux d'impositions directes : adoptés à la majorité – 7 oppositions (S. ROUQUAIROL, C. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ, Cl. ROUX, A.M AYMERIC, M. AYMERIC procuration à AM AYMERIC) – **1 abstention** (JP NAVARRO)

Taxe d'habitation.....	14,95 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties.....	24,85 %

Taxe foncière sur les propriétés non bâties ... 67,50 %

Budget Assainissement : adopté à l'unanimité

Budget Eau : adopté à l'unanimité

Budget Zones d'activités : adopté à l'unanimité

Budget de la Caisse des Ecoles : adopté à l'unanimité

Question n° : **03**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
	1 poste de gardien de police municipale	- Renfort service « Sécurité et Police »

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Jean-Pierre NAVARRO : Jusqu'à présent, je me suis toujours réjoui que vous embauchiez de nouveaux policiers parce je pensais qu'ils s'occupaient de protéger la population mais là je vais beaucoup dans les rues et je vois que beaucoup de gens sont mécontents pas du comportement des policiers mais des ordres qu'ils appliquent de plus en plus strictement. Est-ce que ce nouveau policier est là pour protéger la population ou pour la matraquer encore un peu plus ?

Jean Christian REY : Ce sont des agents qui ont des missions à remplir et qui les remplissent. Si vous faites le délinquant M. Navarro que vous vous garez mal ou que vous ne mettez pas votre ticket d'horodateur, il est normal qu'ils vous sermonnent et qu'ils vous mettent des procès-verbaux.

Jean-Pierre NAVARRO : En parlant d'horodateurs, je rencontre souvent des gens qui sont révoltés parce que souvent les horodateurs n'ont plus de tickets et ils se prennent quand même des PV. Ce n'est pas normal.

Michel CEGIELSKI : Vous avez plusieurs questions dans votre intervention. Déjà pour les ordres plus stricts, vous me direz lesquels ? Oui, il y a des consignes plus strictes sur certains axes, notamment au niveau de la délinquance, de la surveillance mais je n'ai jamais donné aucun ordre plus strict sur les PV, etc.. Je dirai même que nous ne sommes pas trop regardant dans certains endroits de la commune parce que s'il fallait mettre des PV croyez-moi qu'il y en aurait beaucoup tous les jours. Concernant les horodateurs, vous avez raison, c'est un parc très vieillissant, voire obsolète dans certains endroits. Actuellement, nous avons une réflexion sur la mise en place par tranche de nouveaux horodateurs qui seront hyper modernes. Vous interviendrez en disant que les gens ne comprennent pas comment cela fonctionne où qu'ils n'ont pas de carte bleue mais bon on verra à ce moment-là. La Police Municipale régulièrement les répare avec

des pièces détachées mais c'est très contraignant pour eux. Ceci dit, les gens râlent peut-être mais depuis quelques années, je n'ai eu qu'un seul courrier qui date de deux semaines à peu près, d'une personne qui habite Montpellier en plus qui ne savait pas se servir d'un horodateur et qui a pris un PV. Concernant la Police Municipale, je rappelle que c'est une police de proximité et qui va au contact de la population. C'est essentiellement un relais très important d'information au Maire. Ce n'est pas une réserve d'ajustement d'effectifs à la Police Nationale. Il y a une différence entre la Police Municipale et la Police Nationale par rapport aux missions et à ce qui leur est demandé.

Claude ROUX : Je me félicite de cette embauche et je voudrais en profiter pour poser une question au vu de la conjoncture actuelle, hélas de plus en plus violente, pensez-vous remettre en service la Police Municipale un peu la nuit ? Ensuite, comptez-vous dans les prochains exercices continuer à étoffer votre équipe ?

Jean Christian REY : Je me réjouis que vous vous félicitiez mais ce n'est pas grâce à vous puisque vous n'avez pas voté le budget ! Avant de donner la parole à Michel, figurez-vous que globalement l'insécurité ce n'est pas la nuit. Assez peu de choses se passent la nuit. La réalité des problématiques d'insécurité c'est en journée. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les chiffres de la délinquance. Ensuite, la Police Municipale a des horaires d'hiver et des horaires d'été. Notamment, l'été lorsque vous avez des activités nocturnes jusqu'à 1 ou 2 heures du matin, les policiers municipaux tournent ce qui n'est pas le cas l'hiver.

Michel CEGIELSKI : Il faut faire très attention aux mots qui sont employés pour des raisons de vérité et pour ne pas faire croire aux Bagnolais des choses qui sont fausses. Quand vous dites « une augmentation de la violence » pour moi c'est grave. Augmentation de la violence, vous me donnez les chiffres car moi je les ai les chiffres. Violence veut dire criminalité, donc pour moi il n'y a pas augmentation de la violence. Par contre, c'est le sentiment d'insécurité qui peut être parfois plus fort, voire plus médiatisé et c'est là-dessus qu'il est très difficile de travailler et d'avoir des résultats qui se voient d'où l'importance du CLSPD. Je le redis, il faut faire attention aux mots, au vocabulaire employé. Nous ne sommes pas là pour faire peur aux gens, nous sommes là pour travailler ensemble, nous, vous l'opposition et c'est ainsi que nous arriverons à enlever ce sentiment d'insécurité qui peut être parfois à des endroits donnés, plus important qu'ailleurs. Le Maire l'a dit, c'est vrai que la nuit nous intervenons plus longuement avec des horaires d'été et une réorganisation qui va d'ailleurs bientôt porter ses fruits pour gagner quelques heures et être ainsi plus présent sur la ville et notamment le centre-ville. Sur les effectifs, nous allons avoir deux policiers municipaux supplémentaires d'ici la fin du mois de février dont un qui remplacera un départ et un autre pour un nouveau poste créé. Cet effectif de policiers municipaux est complété par des agents de surveillance de la voie publique qui sont au nombre de huit actuellement et qui s'occupent essentiellement du stationnement. Stationnement pour lequel nous allons être un peu plus regardant suite à une organisation nouvelle du fonctionnement des ASVP mais aussi dans les mois à venir par la création de zones bleues sur la ville.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Protection fonctionnelle d'un agent municipal.**

1/Note synthétique de présentation :

Aux termes de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents.

A ce titre, la collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Lors d'une mission de surveillance générale, le 29 décembre 2016, Monsieur David BACCONNIER a été victime d'outrage et de violences par rébellion. Une plainte avec constitution de partie civile a été déposée auprès du Commissariat de police.

Par courrier du 4 janvier 2017, Monsieur David BACCONNIER a demandé à la commune de Bagnols-sur-Cèze de lui accorder la protection fonctionnelle.

Il est proposé d'accorder la protection fonctionnelle à cet agent.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Jean-Pierre NAVARRO : Cette question et la suivante illustre bien ce que j'ai annoncé à la question précédente. On va vers des conflits. Je ne sais pas dans quelles circonstances se produisent ces voies de fait mais je pense qu'il faut y réfléchir.

Monsieur le Maire : Nous avons 20 000 habitants à Bagnols, 75 000 habitants sur l'agglomération, une patientèle de 100 000 personnes qui vient sur Bagnols, ce que dit Michel est important, il faut arrêter d'agiter le chiffon rouge, ce n'est pas Chicago. Par contre, un agent municipal qui détient l'ordre public, il n'est pas acceptable qu'il puisse y avoir de la verbalisation ou de la menace envers sa mission. Il est protégé. Chaque fois qu'il y aura menaces, quelle qu'elle soit il y aura de la protection fonctionnelle pour ces agents.

Serge ROUQUAIROL : Je pense que c'est une question de principes et de temps en temps il faut les rappeler. L'insatisfaction devant les règlements qui régissent la vie collective nous touchent parfois et les uns et les autres. Qui n'a pas pesté un jour contre des interdictions de stationner, des modifications de sens interdit et quoi que ce soit d'autre ne serait-ce que concernant la circulation. Il n'empêche qu'à partir du moment où l'on est insatisfait que l'on en vienne à manquer de respect à l'égard de la fonction que l'agent représente, c'est inacceptable et quand au-delà du manque de respect on va jusqu'à des voies de fait alors là c'est carrément délictuel. Je suis désolé mais le délit ça se sanctionne et on sanctionne les délinquants quels qu'il soit, quelque apparence qu'ils aient et quelque honorabilité par ailleurs dont ils puissent se prévaloir.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Protection fonctionnelle d'un agent municipal.**

1/Note synthétique de présentation :

Aux termes de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents.

A ce titre, la collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Lors d'une mission de surveillance générale, le 29 décembre 2016, Monsieur Daniel GAILLARD a été victime d'outrage et de violences par rébellion. Une plainte avec constitution de partie civile a été déposée auprès du Commissariat de police.

Par courrier du 4 janvier 2017, Monsieur Daniel GAILLARD a demandé à la commune de Bagnols-sur-Cèze de lui accorder la protection fonctionnelle.

Il est proposé d'accorder la protection fonctionnelle à cet agent.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Serge ROUQUAIROL : Je voulais simplement rajouter à mon intervention de tout à l'heure que concernant ces deux agents et concernant ces deux délibérations, non seulement nous voterons pour mais nous ne doutons pas un seul instant que vous ayez exprimé tout le soutien de tout le conseil municipal aux agents qui ont été agressés.

Monsieur NAVARRO : Est-ce que vous êtes obligé de publier le nom des agents concernés ? Il peut y avoir le risque qu'ils soient attaqués.

Monsieur le Maire : Arrêtez Monsieur Navarro, je veux bien que vous défendiez des gens qui agitent le chiffon rouge mais ce n'est pas le cas. Aujourd'hui, nous sommes dans une société où le vivre ensemble a de l'importance et où les élus que nous sommes, avons des responsabilités et la première responsabilité est de ne pas dire *des conneries*. Nous ne sommes pas dans une commune qui brûle et même si chaque acte est un acte de trop, arrêtez d'imaginer qu'il y en a de partout.

Monsieur NAVARRO : Notre responsabilité c'est de protéger les agents municipaux et de prendre toutes les précautions nécessaires.

Monsieur le Maire : C'est ce que nous faisons. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Renouvellement de la caméra piscine Standard Définition (SD) en Haute Définition (HD) : demande de subvention auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans un objectif de sécurisation des parkings et des bâtiments communaux et de prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, la commune de Bagnols-sur-Cèze souhaite améliorer son parc de vidéo protection.

Il est nécessaire d'améliorer le matériel d'acquisition d'images du Centre Superviseur Urbain par le renouvellement de la caméra piscine en Haute Définition.

L'ensemble de ces travaux seront effectués durant le premier trimestre 2017.

Le montant total de l'opération représente une dépense estimée de **7 447 €** hors taxes pour la fourniture, l'installation et la mise en service des matériels, avec une subvention du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance de 40%.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- de solliciter une demande de subvention de 40% de la somme engagée auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Claudine PRAT : Ne prenez pas mal ma question qui n'est pas agressive du tout mais je voudrais savoir s'il y a quelqu'un à l'autre bout de la caméra et combien d'heures par jour ?

Michel CEGIELSKI : Je n'ai pas à prendre bien ou mal les questions que vous me posez. Vous me prévenez que ce pourrait être pour moi une question difficile mais pas du tout. Je vous réponds. Quatre personnes se relaient devant les écrans toute la journée, en permanence, tout est enregistré pour une éventuelle recherche qui serait demandée soit par la gendarmerie, soit par la Police Nationale et croyez moi que plusieurs enquêtes ont été résolues grâce à ces enregistrements et la nuit c'est la Police Nationale qui a la main. Les enregistrements sont conservés pendant trois semaines.

Serge ROUQUAIROL : Il me semble que nous pourrions suggérer que justement en envisageant la modification du système de parcmètres, en envisageant la modification du système de paiement sur le stationnement on pourrait peut-être utiliser tout l'actif que représente le fonctionnement de la vidéosurveillance pour affiner les choix en matière de zones que l'on mettrait sous tel régime ou sous tel autre parce que outre des enquêtes sur le terrain, des statistiques que l'on peut faire avec des personnes qui notent comme cela se fait pour la circulation dans tous domaines aussi bien sur route que sur la voie publique cela pourrait être un outil de précision dans les décisions à venir.

Michel CEGIELSKI : On peut toujours moderniser le fonctionnement de la vidéosurveillance, c'est ce qu'on appelle la vidéo-verbalisation qui est soumise à l'accord du Procureur. Ce n'est pas sur toutes les villes, il faut lui expliquer les raisons, quels sont les endroits, est-ce qu'il y a eu des faits constatés, etc.. C'est dans notre package de réflexions et personnellement et les élus qui sont autour de moi, nous serions pour une vidéo-verbalisation à certains endroits notamment la nuit.

Serge ROUQUAIROL : La vidéo-verbalisation c'est un des aspects. Il peut très bien y avoir des cycles de caméras qui visualisent par exemple systématiquement les places handicapées. Je crois qu'il y a des programmes qui sont lançables dans les systèmes de caméras. Je pensais à une activité statistique dans laquelle on pourrait utiliser l'outil caméra en visant les pics de circulation et de stationnement, en visant par exemple aussi bien dans les saisons que dans les jours de la semaine, etc. ce qui peut peut-être amener une information fine qui puisse permettre de faire des choix plus pertinents encore que ceux que l'on ferait en prenant les critères habituels de décision en la matière.

Michel CEGIELSKI : Ce n'est pas une surveillance aléatoire, il m'arrive régulièrement, j'ai des exemples rue de la République, avenue Paul Langevin ou ailleurs où il y a une étude précise qui est faite sur plusieurs jours à tel moment de la journée ou de la nuit pour justement pouvoir lorsque je reçois les riverains confirmer ou infirmer ou l'inverse, je le fais assez régulièrement et surtout pour coller aux demandes des riverains. Ce sont essentiellement certaines rues piétonnes voire d'autres axes de la ville mais effectivement c'est se servir intelligemment de la vidéosurveillance également pour les personnes qui sont derrière les caméras car cela les motive, ça montre le sérieux de leur travail et ce qu'on peut en tirer derrière parce que si c'est juste pour regarder et être dans l'attente d'un événement qui très souvent n'arrive pas ce n'est pas très plaisant.

Monsieur le Maire : S'il n'y a plus d'intervention nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Question n° : **supplémentaire**

Rapporteur : **JC REY**

Objet : **Association « Bagnols Judo » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

Le dojo *Ivan Denis* est utilisé par les établissements scolaires primaires et secondaires ainsi que par le monde associatif (Bagnols Judo, Boxe Thai, handisport, ..). La fréquentation importante de cette installation engendre une usure prématurée du tatami.

Certains tapis présentent des déformations pouvant mettre en danger l'intégrité physique des pratiquants lors des chutes ou du travail au sol. L'association « Bagnols Judo » souhaite renouveler ce matériel défectueux.

A cette occasion, l'association sollicite une participation financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Claude ROUX : Le fait que ce soit utilisé par des scolaires est-ce que l'Education Nationale participe aussi à la réparation des dégradations ?

Monsieur le Maire : Oui et non. L'Education Nationale ne participe pas directement mais par contre chaque année, on calcule la quote-part d'utilisation, nous avons une recette qui est payée par le Conseil régional pour les lycées et par le Conseil départemental pour les collèges et sur laquelle nous ne sommes pas complètement d'accord cette année.

S'il n'y a plus d'intervention nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **supplémentaire**

Rapporteur : **JC REY**

Objet : **Association « Ski Club » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Ski Club Bagnols-Marcoule » a organisé les 11, 12 et 13 novembre 2016 la bourse aux skis au complexe Saint-Exupéry.

Cette manifestation est un rendez-vous incontournable de la vie bagnolaise et afin d'accompagner l'association dans cette organisation, il est proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « A.S.A. Rhône Cèze » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

La 46^{ème} édition de la course de côte de Bagnols-Sabran qui a eu lieu les 2 et 3 avril 2016, a été marquée par des conditions météorologiques exécrables et un accident dramatique qui a coûté la vie à un jeune pilote.

La course a été arrêtée le dimanche et les spectateurs ont été évacués du site. Un 1^{er} bilan effectué par le Comité Directeur présente un déficit d'environ 30 000 € pour cette manifestation.

L'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1 000 €.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Monsieur le Maire : Nous les avons rencontrés tout au long de l'année on leur a proposé des aides de trésorerie mais ils ont préféré une autre option, à savoir de faire des économies et de générer un peu de solidarité donc l'agglo et la commune ont proposé une aide exceptionnelle de 1 000 € afin de bien leur montrer notre attachement et toute notre solidarité aux membres de cette association profondément touchés.

Serge ROUQUAIROL : Je voulais juste dire en tant qu'ancien membre de l'ASA et responsable de leurs relations avec la presse pendant très longtemps, combien j'ai été, comme ils doivent l'avoir tous été, sous le choc quand on est dans le sport automobile et que quelqu'un sort de la route avec ses conséquences. C'est en même temps une manifestation phare de notre région, elle est reconnue au niveau européen et national, c'est la première course du championnat de France et donc il y a toutes les raisons de leur apporter notre aide et notre soutien. Vous avez expliqué que cette aide et ce soutien avait été discuté et négocié, il n'est pas question d'y revenir mais il faut comprendre que pour une association qui investit à 90% de son activité sur un week-end, avec les aléas météorologiques et en plus la catastrophe qui leur est arrivé, c'est effectivement un coup très dur. Je voulais leur rendre hommage et les saluer, je les connais tous pratiquement et je sais qu'ils seront sensibles à l'hommage amical que lui rend le Conseil municipal.

Monsieur NAVARRO : Comme vous l'avez dit, 1 000 € c'est symbolique, c'est bien mais est-ce que cette association suite à ce malheur bénéficie d'autres soutiens, d'autres apports financiers ponctuels ?

Monsieur le Maire : L'agglo a financé, la commune également, si tous les partenaires financent au prorata du nôtre il ne devrait pas y avoir de problème. Les seuls qui ont donné une fin de non-recevoir, c'est la Fédération, ce qui n'est pas terrible.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Convention de partenariat avec les associations participant au dispositif « Pass-Loisirs ».**

1/Note synthétique de présentation :

Depuis la mise en place du dispositif « Pass-Loisirs » par la ville de Bagnols-sur-Cèze afin de répondre aux objectifs du Projet Educatif de Territoire, une convention type est proposée à chaque association participante.

Ce dispositif qui sensibilise de plus en plus d'enfants qui peuvent ainsi découvrir de multiples activités se déroule sous forme de sessions tout au long de l'année scolaire en fonctionnant 1 semaine à chaque petites vacances (Hiver-printemps-Toussaint).

Il est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention avec les associations participant au dispositif « Pass-Loisirs »,
- de verser la subvention correspondant au nombre d'heures effectué à chaque association ayant conventionné.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Vente du lot n° 16 de la 5^{ème} tranche de la zone d'activités de Berret à la SAS BAMA.**

1/Note synthétique de présentation :

La Commune a reçu une offre d'acquisition de terrain en zone d'activités de Berret portant sur la parcelle AM 585 constituant le lot n° 16.

La société BAMA s'est portée acquéreur du lot n° 16 de 2 157 m² au prix de 24 € H.T/m² pour 1 288 m² et 10 € H.T/m² pour 869 m².

Le prix de vente de ce lot a été fixé par délibération du Conseil municipal en date du 12 octobre 2013, à savoir 24 € H.T/m² pour 1 288 m² et 10 € H.T/m² pour 869 m² pour le lot n° 16.

Ce lot étant grevé d'une servitude de passage au profit des consorts ROUX, il convient de déplacer cette servitude vers les parcelles AM 578 et 581.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de vendre à la société BAMA ou à toute société pouvant lui être substituée, le lot n° 16 de la 5^{ème} tranche de la zone d'activités de Berret de 2 157 m² à 24 € H.T/m² pour 1 288 m² et 10 € H.T/m² pour 869 m² soit au prix de vente de 39 602 € H.T.
- d'accepter de déplacer la servitude de passage au profit des consorts ROUX de la parcelle AM 585 vers les parcelles AM 578 et 581.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Opposition au transfert de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.**

1/Note synthétique de présentation :

La loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) prévoit dans son article 136 que la Communauté de communes ou la Communauté d'agglomération existant à la date de publication de la présente loi, ou celle créée ou issue d'une fusion après la date de publication de cette même loi, et qui n'est pas compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, c'est-à-dire le 27 mars 2017.

Toutefois, les communes pourront s'opposer à la mise en œuvre de la disposition de transfert automatique de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans (c'est-à-dire entre le 26 décembre 2016 et le 26 mars 2017), au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y oppose par délibération.

Il apparaît particulièrement inopportun de transférer à un échelon intercommunal la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme, qui permet aux communes et aux conseils municipaux de déterminer librement l'organisation de leur cadre de vie, en fonction de spécificités locales, d'objectifs particuliers, de préservation patrimoniale ou naturelle, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une commune à l'autre. Si la grille de lecture réglementaire et législative est la même pour chaque ville de l'agglomération, le parti-pris urbanistique reste foncièrement différent.

Des documents intercommunaux de planification viennent par ailleurs compléter le volet urbanisme communal, que ce soit en termes de déplacements ou d'habitat. Ces documents sont pris en compte dans le PLU communal qui doit en tout état de cause leur être compatible.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) fixe également des objectifs communs aux villes, qui sont déclinés à l'échelle communale.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de s'opposer au transfert de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Monsieur NAVARRO : Actuellement les villes qui régissent leur PLU sont souveraines sur la question du PLU et sont assujetties en contre partie à la loi SRU. Si cette compétence était transférée aux communautés d'agglomération, n'aboutirait-on pas à une répartition plus juste de la loi SRU ?

Monsieur le Maire : C'est ce que vous a dit M. CHAPELET dans la lecture de la délibération, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, les PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) sont une obligation donc à chaque renouvellement municipal il y a obligation de passer au PLUI et si vous n'y passez pas vous avez une fenêtre de tir c'est-à-dire qu'au bout de 2½ ans vous avez trois mois pour délibérer. Si plus de 15% des communes, représentant plus de 20% de la population s'opposent le PLUI n'a pas lieu. Nous avons mis à profit ces 2½ ans pour y réfléchir car en plus nous n'avons pas concrétisé notre SCOT, il n'est pas encore approuvé, nous avons rencontré d'autres communes qui ont un PLUI, de configuration à peu près identique à la nôtre qui nous ont bien conseillés de terminer notre SCOT avant de passer au PLUI. Après discussions avec tous les élus, je pense qu'il y a un vrai consensus sur le sujet d'où la délibération mais légalement, nous sommes obligés de prendre cette délibération et en 2022 la même délibération sera prise si les PLUI ont été transférés ou pas et à chaque renouvellement ce sera la même chose, c'est dans le cadre de la loi SRU, la loi ALUR, la loi NOTRE. Il y a une vraie cohérence à aller vers les PLUI mais il faut le préparer ça ne se décrète pas ça se construit et le passage par le SCOT est un passage sans doute incontournable, donc finissons notre SCOT et nous passerons au PLUI après.

Monsieur NAVARRO : Si j'ai bien compris c'est un apriori, vous n'êtes pas foncièrement contre ?

Monsieur le Maire : Il ne s'agit pas d'être contre, il s'agit simplement de reconnaître que nous ne sommes pas prêts sur le sujet et notamment qu'il faut travailler sur le SCOT, le mettre en place et ne pas mettre la charrue avant les bœufs.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2015.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Maire doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics en eau potable et assainissement. Ce rapport doit être présenté au Conseil municipal pour avis au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné ou dans les douze mois si au moins une compétence en eau potable ou assainissement a été déléguée à un établissement public de coopération intercommunale.

Dans le cas présent, les compétences traitement des eaux usées et service public d'assainissement non collectif ont été transférées au Sabre (syndicat d'assainissement de Bagnols et sa Région). Le rapport annuel du Sabre est annexé au présent rapport.

Dans les quinze jours qui suivent leur présentation, les rapports seront mis à la disposition du public à la mairie pendant un mois après avis par affichage. Un exemplaire devra aussi être transmis au Préfet pour information.

Les faits marquants de l'exercice 2015 pour l'eau potable et l'assainissement sont :

Eau potable :

- 9ème année de fonctionnement du contrat d'affermage
- Avenant n°2 au contrat d'affermage

Assainissement :

- 1ère année de fonctionnement du nouveau contrat de prestations de service pour l'entretien des réseaux EU

Prix de l'eau sur l'exercice :

Dans le but d'avoir une meilleure représentativité du prix de l'eau et une base de comparaison nationale, le prix de l'eau est évalué au travers d'une facture type de 120 m³/an soit en moyenne la consommation d'un foyer durant une année.

Au 1^{er} janvier 2016, le prix moyen de l'eau sur une consommation annuelle de 120 m³ (partie fixe et partie proportionnelle en eau potable + assainissement + taxes) est de **3,76 €/m³** soit une augmentation de 31 centimes (+ 9%) par rapport à la facture de 120 m³ du 1^{er} janvier 2015 (3,45 €/m³).

Cette évolution du prix de l'eau est engendrée par les formules de révision des parts fermières eau potable et assainissement, par l'augmentation de la part communale assainissement et l'ajout d'une redevance fixe du Sabre.

Question présentée à la Commission travaux et environnement du 17 janvier 2017.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Je souhaitais revenir sur les avenants joints au rapport pour rappeler leur nature. Le 1^{er} avenant qui date du mois de février 2013 concernait les travaux concessifs des exercices de simulation de crise ainsi qu'une mise à jour du règlement de service et du bordereau des prix. Le 2^{ème} avenant validé le 10 octobre 2015 était relatif à une révision des conditions économiques du contrat qui intègre une contribution financière du délégataire pour travaux de renforcement de réseaux pour un montant de 120 000 € répartis sur deux ans. Il ajoute un coefficient *en cas de* dans la formule d'actualisation des tarifs du délégataire. Donc, une partie du montant de ces travaux nous a été versée et a été mise sur Lagaraud, l'autre partie concernera les travaux sur la route d'Orsan. Je voulais également vous rappeler le nombre d'abonnés, soit 7 611 individualisations de compteur, le rendement du réseau est aux alentours de 80% alors que le Grenelle nous impose 70,44%, les valeurs consommées sont de 1 241 000 m³, les valeurs prélevées un petit plus car il y a toujours des déperditions normales dans les réseaux. Ce qu'il est important de savoir c'est quels sont les maillages au sein de la ville avec Saint-Nazaire dans les deux sens en cas de problème de distribution d'eau, de Tresques dans le sens Tresques/Bagnols, Saint-Gervais et Orsan dans le sens des communes vers Bagnols en cas de problème. Le contrôle de la qualité de l'eau se fait 1 fois/semaine par l'ARS à des points différents de la ville avec en plus un autocontrôle de VEOLIA qui s'exerce régulièrement. Voilà, c'est à peu près tout ce que j'avais à vous dire sur l'eau potable.

Sur l'assainissement, 1^{ère} année de fonctionnement d'un nouveau contrat avec la SAUR qui nous a valu la baisse du coût de ce contrat, sachant qu'il a été partagé entre l'assainissement et le pluvial. Pour le pluvial, ce sont les établissements MAURIN qui s'occupent de nos dégrilleurs et des problèmes pluviaux. Un travail est également en cours, pour le passage des eaux usées des communes qui transitent par nos canalisations vers la STEP pour leur demander une participation sous forme de convention par rapport au transfert et au volume des eaux assainies et transférées.

Claudine PRAT : Je crois que je viens d'avoir la réponse à ma question, le rapport que vous indiquez ci-joint 1 par groupe ? J'allais vous dire que nous ne l'avions pas tous eu mais c'est normal.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Vous pouvez l'étudier en groupe.

Jean-Yves CHAPELET : Je pense qu'à la Commission il a été bien présenté par Monique qui a repris tous les chiffres clés de ce contrat. Nous avons même parlé des futures conventions qui vont être passées avec les communes limitrophes.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : Participation au projet de coopération internationale de l'association Peuples Solidaires au Burkina Faso à l'aide du dispositif « 1% eau ».

1/Note synthétique de présentation :

Le 13 novembre dernier, dans le cadre des conférences organisées autour du festival « L'Afrique à Bagnols » l'association « Peuples Solidaires Bagnols » a présenté sa réalisation au Burkina Faso d'un stockage d'eau de ruissellement 40 000 m³ et son projet de créer une unité de potabilisation associée à un stockage d'eau de ruissellement de 120 000 m³, avec l'objectif de lui associer, un abreuvoir et une zone de réapprovisionnement de nappe phréatique.

L'association « Peuples Solidaires Bagnols » a noué sur place depuis de nombreuses années un partenariat avec des groupements villageois et les associations locales autour de Boala, mais aussi avec les divers organismes de coopération et ministères compétents tant au Burkina Faso qu'en France.

En France, depuis 2005 il existe une disposition législative qui permet aux communes de prendre 1% sur leur part communale de leur budget eau potable et/ou d'assainissement pour favoriser des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Une fois cette disposition du 1% de la loi 2005- 95 dite « loi Oudin-Santini » prise par la commune, cela permet de lever des fonds importants d'autres organismes financeurs comme en premier chef l'Agence de l'Eau.

Concernant ce nouveau projet dont l'étude a été coréalisée par l'association « Peuples Solidaires Bagnols » et le bureau d'études burkinabé « LIM AFRICA SA », bureau d'études spécialisé en hydrogéologie localisé à OUAGADOUGOU, l'Agence de l'Eau pourra apporter 80% de financement sur les études et 50 % concernant les travaux.

Mais pour que l'Agence de l'Eau puisse verser ses aides financières il faut que ce soit une commune qui soit porteuse de projet et pas une association.

L'association « Peuples Solidaires Bagnols » a donc sollicité la commune de Bagnols-sur-Cèze pour partager avec elle et la commune de Boala, le montage et la réalisation de ce projet élargi à d'autres actions d'échanges qui seront encadrées au travers d'une convention tripartite.

L'objet de cette délibération est donc :

- l'établissement du 1% loi 2005-95 dite « loi Oudin – Santini »,
- les demandes de subventions Agence de l'Eau,
- la responsabilisation de la commune de Bagnols-sur-Cèze comme porteur de projet en lien avec l'association « Peuples Solidaires Bagnols » et la commune de Boala. (Burkina Faso).

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Claudine PRAT : A la 1^{ère} lecture c'est un projet très intéressant auquel on ne peut qu'adhérer qui est porté par une association reconnue et expérimentée et donc sur le projet il n'y a aucun souci et je pense que nous avons une adhésion totale. Par contre, j'ai quelques interrogations à vous soumettre. Pourquoi avez-vous fait ce choix de solidarité ? La solidarité est une des trois priorités que vous avez définies ce qui est très honorable pour autant il n'est pas précisé si c'était une solidarité locale ou une solidarité internationale. Ce qui est un peu gênant, c'est qu'aujourd'hui, vous avez des Bagnolais qui n'arrivent pas à boucler leur budget, on reçoit une DSU qui s'appelle Dotation de Solidarité Urbaine qui est en augmentation et de ce fait certaines personnes ne comprendront pas bien pourquoi on donne des budgets importants à l'étranger avant d'aider les gens qui espèrent un coup de main sur le commerce de proximité ou la rénovation du Centre culturel. Ma 2^{ème} question est : qui assume le paiement de cette participation ? La loi 1% a comme assiette les ressources de la commune sur les budgets Eau et Assainissement ce qui dégage une capacité d'à peu près 17 000 €/an. Pour payer cette subvention, il faudra soit augmenter la facture d'eau, soit les prendre sur le budget et retirer 15 000 €/an dans la section fonctionnement ou investissement du budget. Ce n'est pas clair j'aimerais savoir ce qu'il en est ? Ma 3^{ème} question porte sur le coût et la pré-étude qui est valorisée à 38 000 € est très bien expliquée dans le dossier. 80% sont pris en charge par l'Agence de l'Eau, ce qui reste grosso modo 2 000 € à financer. Le coût de réalisation, par contre, ne fait l'objet que d'une vague estimation à 400 000 €. Ce qui est gênant dans la forme administrative de la délibération c'est qu'on prévoit une subvention de 15 000 € pendant 4 ans, ce qui fait 60 000 €. J'aimerais savoir ce que finance cette somme ? On finance aussi 2 000 € d'études ce qui est tout à fait normal mais par contre, la commune doit s'engager pour des travaux pour un montant à définir. Je trouve que d'écrire *un montant à définir* dans une délibération ce n'est pas très sérieux car ce montant peut varier de zéro à 400 000 €. L'Agence de l'Eau n'a donné aucun engagement sur la prise en charge des 400 000 € de travaux et donc j'aurais voulu avoir des précisions là-dessus et éventuellement savoir si l'on ne peut pas couper cette délibération en ne s'engageant que sur la partie correspondant à l'étude ? Ma dernière remarque est simplement sur un appel à la vigilance. La loi Oudin-Santini a été mise en œuvre par M. Santini que chacun connaît qui est très lié à VEOLIA puisqu'il avait sa famille comme responsable international de VEOLIA. Donc, soyons très vigilants quant aux partenaires qui vont être mis en œuvre dans le projet. Il ne s'agirait pas que l'argent public tombe dans des poches privées.

Monsieur le Maire : La vigilance nous l'avons sur tous les dossiers et pas spécialement sur celui-ci. Je vais sortir du sujet pour y revenir. Sur la culture, nous avons des spectacles culturels qui affichent complets, il arrive même de refuser du monde. Nous commençons à avoir des réflexions du même genre que les vôtres, à savoir « ce sont les Bagnolais qui payent donc il faut les réserver aux Bagnolais ». Le but est que tout le monde se mélange et bien de faire en sorte que les gens soient un peu moins fermés quand ils sortent que quand ils rentrent d'un spectacle. Nous faisons tous partis du même monde. Est-ce qu'on va finir par comprendre que nous habitons tous la même planète et que ce qui se passe à l'autre bout du monde nous impacte de la même manière et que notre responsabilité d'être humain c'est peut-être d'essayer d'avoir des regards sur ce qui se passe à côté et d'arrêter de nous mettre des œillères. Cela me fait froid dans le dos quand j'entends ce genre de paroles. Bien sûr, dès que vous avez un événement à la télé, du genre un tremblement de terre quelque part, tout le monde trouve cela formidable qu'on donne 1 euro, 10 euros. Là on n'en parle pas donc tout le monde s'en fout mais c'est le contraire qu'il faut faire, on doit être capable de s'inscrire dans des projets de coopération durables. Aujourd'hui, toutes les vagues migratoires successives le sont parce que les gens fuient des pays en guerre, fuient la misère, fuient des conflits écologiques. Si l'on est capable d'investir dans des pays où il y a de la souffrance, si l'on est capable de faire en sorte que ces populations puissent avoir un avenir, que des femmes qui sont soumises, qui charrient sur leur dos de l'eau sur des kilomètres, de proposer avec des projets comme celui-là de stocker de l'eau, de la rendre potable et rendre attractive économiquement une région pour permettre à des gens de rester dans leur pays et d'y vivre, c'est ce qu'il faut faire. Je vais prendre un autre exemple, celui de l'association Kafountine, créée dans les années 90 qui a eu l'idée au Sénégal de créer un village artisanal. Différents sponsors tels que Cogema, la commune et d'autres ont investi sur ce projet. Aujourd'hui, le village s'est pris en main, la commune s'est développée, vous ne voyez pas passer des dossiers de subvention pour les aider. Par contre, le début de la coopération a permis au projet de se concrétiser et de se développer. Si vous voulez qu'on se *Trumpise*, qu'on fabrique des murs, qu'on ait peur des autres, si vous continuez à penser que sur un budget de 600 000 €, nous ne sommes pas capables de sortir 7 000 €, si vous continuez à penser que ces 7 000 € vont avoir un impact sur le prix de l'eau, continuez mais ce n'est pas la réalité. Aujourd'hui, le budget de l'eau c'est 600 000 €, sur ces 600 000 € vous avez 300 000 € de fonctionnement et 300 000 € d'investissement. Nous avons décidé de prendre les 1%, soit 3 000 € plutôt sur la partie fonctionnement. Mais cette partie fonctionnement/investissement fluctue d'une année sur l'autre en fonction des travaux. Sur la partie investissement on est plutôt à 1 400 000 €, 1% cela fait 14 000 €/an. Nous avons fait une cote mal taillée en prenant 7 500 €/an, soit – de 1%, c'est-à-dire que sur une facture d'eau, si vous êtes mensualisé et que vous payez 60 €/mois, vous aurez 60 centimes qui seront versés au profit de la commune de Boala. Et, donc, si demain, grâce à ce projet, on est capable d'aider et de permettre que des vies puissent se développer alors je serai fier et heureux de l'avoir voté.

Sur le coût de la pré-étude, il faut bien comprendre que la délibération permet le déclenchement du processus et que cette action coûte aux Bagnolaises et aux Bagnolais 390 €. Vous pensez que la commune de Bagnols ne peut pas débloquer 390 € pour permettre l'aboutissement d'un projet d'environ 500 000 € à l'arrivée ?

Quant à votre réflexion sur Santini, si vous pensez qu'il a des accointances avec VEOLIA, c'est de votre responsabilité.

Claudine PRAT : Je proteste vivement sur vos accusations calomnieuses. J'ai commencé mon intervention en disant que je soutenais ce projet car je trouvais que c'était une belle solidarité internationale et ne me prêtez pas les intentions que vous avez dites. Vous avez déformé mes propos mais vous n'avez pas répondu à toutes mes questions puisque c'était sur la forme et non pas sur le fonds que portaient mes questions. Vous avez répondu sur le choix du projet, on est bien d'accord, mais vous n'avez pas répondu sur les 390 € d'engagement de la commune alors qu'il est écrit en toutes lettres dans la délibération, nous votons 15 000 € d'aide annuelle pendant 4 ans à l'association « Peuples Solidaires ». J'aurais voulu savoir ce que financent ces 60 000 € qui représentent quand même une somme importante.

Monsieur le Maire : Ce qui nous engage là c'est 390 €. Quand vous dites je n'ai rien contre le projet ni sur le fonds, je ne vous calomnie pas mais quand vous dites que c'est les Bagnolais qui payent pour un projet qui ne les concerne pas, que les pauvres Bagnolais meurent de faim et ne s'en sortent pas eux-mêmes, vous n'entendez pas ce que vous dites, les mots n'ont pas d'importance, vous ne trouvez pas que c'est de la démagogie, vous ne trouvez pas que c'est vous qui êtes calomnieuse ?

Claudine PRAT : Si je peux me permettre

Monsieur le Maire : Non, vous ne pouvez pas vous permettre, vous prendrez la parole à votre tour quand vous la demanderez. Le Conseil municipal n'est pas un dialogue, c'est un débat.

Christian ROUX : Je vais essayer d'apaiser un peu les choses. J'ai eu l'occasion d'assister à la présentation de ce projet. Ce que je peux en dire, c'est qu'à travers la réflexion de ce projet y a une vraie compétence. La personne nous a fait une présentation technique et à la fin de la présentation, j'ai simplement fait une remarque à Dominique PAGES en lui disant que je trouvais dommage qu'il n'y ait pas plus de jeunesse, d'adolescents qui participent à ce type de présentation. Par exemple, je trouvais dommage que les écoles n'aient pas pu participer. Pour revenir sur le fonds du sujet, je crois qu'il est important, nous, européens, de participer à la solidarité, d'aider les populations africaines à pouvoir s'installer, se développer et ce matin d'ailleurs, je discutais avec Serge Rouquairol de Jean-Louis Borloo qui mène une action sur l'électrification de l'Afrique. C'est important que les peuples restent solidaires.

Jean-Yves CHAPELET : On est en train de créer une discussion pour 390 €. Contrairement à vous, je pense que j'ai bien lu le dossier et je l'ai bien intégré, on parle bien de 390 € d'études. Si j'ai bien calculé 20% de 38 800 € cela fait 7 760 € et 5% de ce montant cela fait 390 €. Faire une polémique en Conseil municipal pour 390 €, sur un sujet pour lequel je suis persuadé que tout le monde va voter pour. Vous parliez des gens qui ont du mal à payer leurs factures mais dans notre contrat VEOLIA cette solidarité envers les Bagnolais elle existe, c'est intrinsèquement dedans

tout comme elle existe avec ERDF. Vous opposez les gens qui ont du mal à payer leurs factures à un autre projet.

Claudine PRAT : Je trouve dommage que vous me fassiez un procès d'intention. Je vous posais une question très concrète sur la délibération. Les 390 € je ne les vois pas. Dans le dossier qui est aux services techniques, la participation de la Mairie est inscrite à 1 900 € ce que je trouvais tout à fait légitime et très bien. Sur les 4 fois 15 000 €, je demandais simplement qu'est-ce qu'ils allaient financer ? C'est tout. Et je trouvais anormal de s'engager sur une participation à définir. Je le répète, c'est sur la forme pas sur le fonds. La dernière fois que nous avons eu une intervention de ce type ce n'était pas audible et donc pas dans le compte-rendu, j'espère que cette fois-ci ce le sera.

Monsieur le Maire : Vous n'avez qu'à parler dans le micro et d'une manière audible et ça le sera.

Je signale simplement que Ghislaine Pagès ne prend pas part au vote en sa qualité de membre du bureau de l'association Peuples Solidaires.

S'il n'y a plus d'interventions nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions **1** (C. PRAT)

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **JC. REY**

Objet : **Approbation de la modification statutaire du SIVU du massif du Bagnolais : approbation des statuts et élection des délégués.**

1/Note synthétique de présentation :

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a fixé comme objectifs :

- une couverture intégrale du territoire national par des EPCI à fiscalité propre de dimension substantielle (15.000 habitants pour une Communauté de Communes),
- une rationalisation des périmètres des EPCI et syndicats mixtes existants, en réduisant le nombre de syndicats intercommunaux.

A cet effet, le nouveau Schéma Départemental de Coopération Intercommunal du Gard a été adopté par un arrêté préfectoral du 30 mars 2016, chacune des modifications apportées à l'organisation territoriale existante ayant fait l'objet d'arrêtés préfectoraux séparés.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, le périmètre du SIVU du Massif du Bagnolais a été étendu aux communes anciennement membres du SIVOM des communes des cantons de Pont-Saint-Esprit et Lussan.

Dans sa séance du 6 décembre 2016, le comité syndical du SIVU a approuvé de nouveaux statuts actant de ce nouveau périmètre. Il se dénommera dorénavant SIVU des massifs du Gard rhodanien et la commune de Bagnols-sur-Cèze y sera représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Il est proposé d'émettre un avis favorable à cette modification statutaire et de désigner les délégués.

Les délégués élus à ce jour étaient :

Jean-Yves CHAPELET et Raymond MASSE en qualité de titulaires

Rémy SALGUES et Monique GRAZIANO-BAYLE en qualité de suppléants

Il est proposé de conserver ces désignations.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 18 janvier 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **JC REY**

Objet : Communication des décisions du Maire n° 25/2016.

N° 25/2016 : Passation d'un bail commercial situé à la Citadelle avec Mrs Saïd AHIDAR et Nassir ELAISSAOUI.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée : **11 h 55.**

Le Maire
Jean Christian REY